



L'inclusion sociale aux marges de la ville : les Blanchisseries publiques de Diyarbakir et la Maison de soutien à l'éducation¹

Ce cas est l'un des 15 cas qui ont été rédigés en 2007 dans le cadre d'un projet sur les politiques innovantes pour l'inclusion sociale conjointement développé par l'unité de planification du développement (DPU) de l'University College London et la Commission d'inclusion sociale et démocratie participative (CISDP) de Cités et gouvernements locaux unis (CGLU). Ce cas a été complété et édité en 2010 par le Centre d'études sociales de l'université de Coimbra (CES), afin de correspondre au format standard de l'Observatoire sur l'inclusion sociale et la démocratie participative.

Noms des politiques : Centre de recherche et d'application sur les problèmes des femmes de la municipalité métropolitaine de Diyarbakir (DIKASUM) – Blanchisseries publiques (de la municipalité métropolitaine de Diyarbakir) et Maison de soutien à l'éducation (de la municipalité de Baglar)

Dates de début : 2001 et 2004

Dates d'achèvement : ?

¹ L'Observatoire Villes Inclusives est un espace d'analyse et de réflexion sur des politiques locales d'inclusion sociale. Il contient plus de soixante études de cas sur des politiques innovatrices en matière de développement communautaire, d'accès aux services de base, d'égalité des genres, de protection de l'environnement ou d'éradication de la pauvreté, entre autres. L'initiative a été mise en œuvre avec le soutien scientifique du Professeur Yves Cabannes de la University College of London (15 études de cas) et de l'équipe de chercheurs du Centre des Études Sociales (CES) de l'Université de Coimbra, qui a travaillé sous la direction du Professeur Boaventura de Sousa Santos (50 études de cas). Cet Observatoire a permis de détecter et d'étudier des expériences réussies susceptibles d'apporter des éléments capables d'inspirer d'autres villes dans la conception et la mise en place de leurs politiques d'inclusion sociale.

L'Observatoire Villes Inclusives a été créé par la Commission d'inclusion sociale, de démocratie participative et des droits humains de CGLU. Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) est la plateforme mondiale qui représente et défend les intérêts des gouvernements locaux auprès de la communauté internationale et travaille pour donner aux villes un plus grand poids politique dans la gouvernance mondiale. La Commission d'Inclusion Sociale, de Démocratie Participative et des Droits Humains a pour mission de contribuer à la voix commune des villes de CGLU en matière d'inclusion sociale, de démocratie participative et de droits humains. Elle vise aussi à guider les gouvernements locaux dans la conception de ces politiques et, dans ce sens, promeut des débats politiques, l'échange d'expériences et l'apprentissage mutuel entre villes du monde entier.

Pour de plus amples informations: www.uclg.org/cisdp/observatory



CONTEXTE

CONTEXTE GOUVERNEMENTAL

Diyarbakir est le centre de la région turque de population kurde du sud-est anatolien en termes économiques, politiques, culturels et géographiques. Berceau de nombreuses civilisations tout au long de l'histoire, Diyarbakir tente actuellement de faire face à de graves problèmes socioéconomiques, culturels et politiques. Le cas présenté ici décrit brièvement deux modèles sociaux mis en place par deux municipalités de Diyarbakir pour améliorer les conditions de vie des femmes et des enfants défavorisés. Ces politiques sont les suivantes : *Blanchisseries publiques DIKASUM* de la municipalité métropolitaine de Diyarbakir (MMD) et la *Maison de soutien à l'éducation* de la municipalité de Baglar, municipalité d'une division de district rattachée à la MMD.

Politiques nationales de déplacement après le conflit kurde

La politique de déplacement mise en place par l'État dans les années 1990 est probablement l'élément clé permettant d'expliquer les problèmes actuels de Diyarbakir. Au cours de ce processus, de nombreux villages de la région ont été évacués du fait de la déclaration de l'état d'urgence pour « résoudre » le conflit kurde et « garantir » la sécurité. Un rapport parlementaire de 1998 signalait qu'après l'évacuation de novembre 1998, 3 428 habitations avaient été évacuées en novembre 1998, alors que les sources locales rapportaient que ce nombre dépassait les 4 000 habitations; et des millions de personnes ont été déplacées sans aide ou compensation de la part de l'État. La plupart des personnes déplacées se sont installées dans les grandes villes et les zones métropolitaines de la région et en dehors de la région, notamment à Diyarbakir, Van, Batman, Istanbul, Izmir, et Mersin.

La population de Diyarbakir a été multipliée par trois au cours de ces deux dernières décennies suite principalement au processus de déplacement ; passant de 300 000 à près de 1 000 000 de personnes. La ville manquant de mécanismes structurels pour absorber et assimiler l'arrivée soudaine des déplacés, les problèmes existants en matière de pauvreté, chômage, intégration urbaine, logement, santé, etc. se sont aggravés. Selon la Chambre de Commerce et d'Industrie de Diyarbakir, près de 65% des 600 000 salariés de la ville ont perdu leur emploi. Selon les recensements officiels, 30% de la population totale de Diyarbakir et 45% des femmes de la ville étaient illétrés en 2003. On dénombre seulement 7 médecins pour 10 000 habitants à Diyarbakir, et 100 000 personnes vivent dans des bidonvilles. La moitié de la population a moins de 20 ans et quelque 20 000 enfants travaillent ou vivent dans la rue. Le taux de mortalité infantile est d'environ 6%. Le PIB (par personne/an) est de 1 056 nouvelles lires turques (soit environ 600 EUR). Les femmes et les enfants sont les plus touchés par ces conditions défavorables.

Baglar, le plus grand quartier de Diyarbakir, souffre de chômage chronique, de pauvreté et de problèmes liés aux infrastructures urbaines. C'est le quartier de Diyarbakir le plus touché par le déplacement, la population étant passée de 60 000 à 350 000 habitants, et il existe peu de possibilités d'intégrer les nouveaux-venus dans les structures de la vie urbaine. Dans le domaine de l'éducation, le processus a entraîné des conséquences négatives de grande ampleur. Il existe 26 écoles primaires à Baglar, avec une moyenne de 50 élèves par classe. Les





installations techniques des établissements sont clairement insuffisantes : sur les 26 écoles, seules 9 ont un laboratoire de sciences et seulement 7 ont une salle d'informatique. La plupart des enfants vivent au sein de familles nombreuses (avec leurs grands-parents) comptant 7,5 frères et sœurs en moyenne. La population moyenne des ménages est de 14,5 personnes pour un logement de deux pièces, ce qui laisse aux enfants peu de possibilités d'étudier à la maison. De plus, le taux élevé de chômage et de pauvreté rend très difficile l'allocation de ressources à l'éducation au sein des ménages. Dans ces conditions, les enfants sont considérés comme des ressources économiques et sont obligés de faire différents travaux. Les enfants qui travaillent courrent le risque d'interrompre leur éducation, d'adopter les habitudes de la rue et de subir des mauvais traitements.

Échelon institutionnel de développement de la politique : Échelons municipal et sous-municipal (ville de Diyarbakir et quartier de Baglar)

DESCRIPTION COMPLÈTE

Présentation des politiques

Blanchisseries publiques DIKASUM

A la fois service social basé sur le genre et organisation de développement, le Centre municipal métropolitain pour la recherche et l'application des questions liées aux femmes de Diyarbakir (DIKASUM), a été mis en place par la municipalité métropolitaine de Diyarbakir en 2001. Le centre a pour objectif de faciliter la réhabilitation individuelle et sociale des femmes ayant survécu au déplacement et leur intégration dans la vie urbaine, sur une base d'égalité et de façon durable, par le biais de recherches de terrain, activités de mise en œuvre et de conseil. La démarche des activités du DIKASUM est une approche holistique qui considère les femmes comme des êtres sociaux au cœur d'un ensemble de relations sociales au lieu de les considérer comme des individus isolés, en intégrant les aspects individuels, sociaux et institutionnels de l'inclusion sociale et des principes de responsabilisation et d'autonomisation des femmes. Dans cette logique, le DIKASUM gère des *blanchisseries publiques* dans trois des quartiers les plus pauvres, peuplés en majorité de personnes déplacées : le quartier de Hasirli de l'arrondissement de Surici (ancienne ville) et des quartiers de Ben u Sen et Aziziye de l'arrondissement de Yenisehir. En plus de l'usage gratuit des installations de la blanchisserie par les femmes tous les jours de la semaine, ce qui les soulage d'une partie du fardeau des tâches domestiques, les *blanchisseries publiques* jouent un rôle de centres polyvalents où les femmes rencontrent des gens, reçoivent des services de consultation sur tout un éventail de questions : allant des troubles psychologiques, tentatives de suicide, violence à l'égard des femmes et crimes d'honneur, jusqu'aux problèmes liés au chômage, l'assistance financière, la sécurité sociale et l'aide à l'éducation. Les femmes qui utilisent les blanchisseries publiques assistent aussi à des cours d'alphabétisation, développement des compétences, santé reproductive et hygiène. De plus, elles bénéficient d'activités de sensibilisation telles que conférences, séminaires et ateliers sur la discrimination sexuelle et les droits de la femme pour promouvoir leur « conscience de genre » et leur donner confiance pour lutter contre les discriminations et pour leurs droits individuels et sociaux. Ces activités servent aussi à stimuler les initiatives de la politique publique.





Maison du Soutien à l'Éducation

En 2004, la municipalité de Baglar a créé le projet de la Maison du soutien à l'éducation (MSE) pour donner une aide éducative gratuite aux enfants et aux jeunes défavorisés de l'école primaire de Baglar. Le programme avait les objectifs suivants : contribuer à l'accès des enfants défavorisés à l'éducation, prévenir l'abandon scolaire en collaboration avec les enfants et leurs familles et sensibiliser la population à ce problème dans le respect des principes de la justice sociale, de l'égalité et des droits des enfants. Au départ, le projet a envisagé l'interdépendance des dimensions cognitive, psychique, sociale et culturelle de l'éducation et du développement des enfants. Des instituteurs et des formateurs bénévoles ont été recrutés dans la branche de l'enseignement du syndicat d'enseignants Egitim-Sen et de l'Association d'Étudiants de l'Université de Dicle. Le soutien éducatif direct aux étudiants en parallèle des programmes scolaires a constitué le noyau des activités de la MSE pendant les deux premières années. De plus, de multiples ateliers culturels et artistiques ont été mis en place (par exemple, musique, peinture, cinéma, photo, folklore, danse moderne, jeux d'intelligence, informatique, artisanat, littérature, droits des enfants, médias), et des activités socioculturelles ont été organisées (sorties au cinéma, concerts, pièces de théâtre, festivals et tournées) pour donner aux enfants différents moyens d'expression pour qu'ils se sentent plus libres, plus à l'aise et plus sûrs d'eux-mêmes. Ces activités ont facilité l'épanouissement de leur sensibilité culturelle et de leurs capacités artistiques. La Maison du soutien à l'éducation conçoit ses activités de sorte à encourager la participation effective des enfants à la vie familiale et sociale, à contribuer à l'épanouissement cognitif, émotionnel et social en coopération avec tous les éléments qui constituent le milieu social des enfants (famille, rue, écoles) et à augmenter la sensibilisation des enfants aux droits internationalement reconnus et développer la sensibilité sociale et la responsabilité concernant les droits des enfants.

En 2006, la municipalité de Baglar a construit un nouvel édifice pour la MSE afin de répondre à une demande croissante et pour mener les projets dans de meilleures conditions matérielles et techniques. Le bâtiment actuel à trois étages de la MSE offre un soutien éducatif et des formations à sa population cible avec 10 salles de classe, deux classes d'informatique, une salle de nutrition, des jeux d'intelligence, peinture, théâtre, musique et ateliers de poterie, une grande bibliothèque, une salle polyvalente, une salle de télévision et jeux, une unité d'orientation et conseil, et deux terrains de basket et de volley.

Objectifs de la politique

La municipalité métropolitaine de Diyarbakir (MMD) adopte une approche démocratique et participative de la gouvernance locale visant à prouver que chaque citoyen de la ville peut exercer ses droits fondamentaux et dispose de toutes les conditions sociales indispensables pour mener une vie digne. Dans ce but, avec un budget très limité et en coopération étroite avec la société civile, les municipalités du district et d'autres partenaires locaux, la MMD met en œuvre plusieurs projets ciblant les différents groupes défavorisés, notamment les déplacés, les femmes, les enfants, les jeunes et les personnes handicapées. Pour encadrer les activités d'inclusion sociale de la MMD, et notamment les deux politiques modèles détaillées dans cette description, trois objectifs concrets sont présentés dans le Plan stratégique de la ville : (1) augmenter le bien-être social et lutter contre la pauvreté, (2) améliorer le bien-être de la population déplacée et (3) privilégier les personnes défavorisées.





Agents concernés

Les principaux agents impliqués dans la politique sont la municipalité locale et les bénévoles. La municipalité métropolitaine de Diyarbakir est le seul propriétaire et responsable du DIKASUM. Elle a établi des partenariats avec la Fondation turque de la Santé familiale et du Planning familial (TAV) et avec la Fondation pour l'Éducation des mères et des enfants (ACEV) pour offrir des cours d'alphabétisation et de formation à la santé reproductive et au planning familial.

Bénéficiaires

Femmes et enfants de Diyarbakir et de Baglar. Les femmes déplacées qui habitent actuellement les quartiers de Hasirli, Ben u Sen, et Aziziye sont les principales bénéficiaires des activités du DIKASUM. Cependant, le Centre propose des services à d'autres femmes défavorisées de la ville en cas de demande.

Financement

Le budget annuel approximatif du DIKASUM est de 300 000 nouvelles lires turques (162 000 EUR). La municipalité métropolitaine de Diyarbakir assume toutes les dépenses sur son propre budget.

Principaux résultats et réalisations

Blanchisseries publiques DIKASUM

Depuis sa création, le DIKASUM a prêté des services à des milliers de femmes grâce aux *blanchisseries publiques*. En 2006, DIKASUM a mis en œuvre les activités suivantes :

- 5 220 femmes ont utilisé les trois blanchisseries publiques qui comptent 45 machines à laver, 9 sèche-linge, 12 tables de repassage, 6 machines à coudre, 3 salles de sport et 3 centres de soins pour les enfants. Les machines à laver et les sèche-linge ont été utilisés 157 478 fois par les femmes de 3 696 familles.
- 2 527 femmes ont reçu des consultations et ont été dirigées vers les institutions pertinentes.
- 9 cours d'alphabétisation ont été mis en place conjointement par la Fondation pour l'Éducation de la Mère et de l'Enfant et les Centres publics de Formation et 138 femmes ont obtenu des certificats d'alphabétisation.
- 2 176 femmes ont reçu des consultations individuelles et en groupe sur la santé reproductive, le planning familial, les premiers secours, l'allaitement, les maladies sexuellement transmissibles, la vaccination et la croissance des enfants.
- 1 459 femmes ont participé à des ateliers, des séminaires, des discussions de groupe et d'autres réunions organisées par des institutions telles que Agenda 21, UNICEF, Women for Women's Human Rights, Amnesty International, etc.
- 613 foyers ont été visités pour offrir un soutien social et individuel aux femmes et aux familles qui ont du faire face à des événements comme un décès, une naissance, un accident, une maladie, etc.





Maison de soutien à l'éducation

Comme détaillé ci-dessus, la plus grande partie des activités de la MSE au cours de ses deux premières années (2004, 2005) a eu pour objectif le soutien à l'éducation aux élèves en parallèle au programme scolaire. De même, elle a proposé de nombreux ateliers culturels et artistiques et a organisé tout un éventail d'activités socioculturelles. En 2006, la municipalité de Baglar a construit un nouvel édifice pour la MSE pour pouvoir répondre à une demande populaire croissante et pour pouvoir mener ses objectifs dans de meilleures conditions matérielles et techniques.

Depuis sa création, le projet de la MSE a offert un soutien direct à l'éducation à 4 200 étudiants ; 4 500 enfants ont participé à de multiples ateliers sociaux et culturels. 2 500 enfants ont participé à des activités socioculturelles. 1 200 familles ont reçu des services d'orientation et de conseil, 35 séminaires de sensibilisation sociale ont été organisés et 3 000 enfants ont reçu un bilan de santé gratuit. En outre, 15 séminaires de santé ont été organisés, 8 représentations ont été préparées pour deux festivals internationaux, 2 écoles d'été internationales ont été organisées et 128 étudiants admis ont reçu des bourses mensuelles pour poursuivre une éducation supérieure.

Évaluation globale

Le modèle MSE a inspiré 14 centres de soutien à l'éducation dans la ville et la région. Le projet des blanchisseries a permis de limiter le taux de suicide des femmes, a amélioré le bien-être social, a soutenu la lutte contre la pauvreté et a privilégié les personnes défavorisées dans cette zone de conflit.

Défis

Les principaux obstacles rencontrés ont été :

- Le manque de ressources financières, techniques et humaines adéquates.
- Le manque de coordination institutionnelle adéquate et de coopération entre les services des gouvernements locaux et centraux sur des problèmes liés au déplacement, à l'inclusion sociale et à la responsabilisation des femmes.
- Le manque de mécanismes juridiques et administratifs pour faire face aux effets négatifs du déplacement en général et en particulier aux actes de violence à l'égard des femmes (violences conjugales et crimes d'honneur, notamment).
- Les préjugés culturels et les réticences à l'égard des activités et initiatives menées par et pour les femmes.
- Les obstacles bureaucratiques et/ou patriarcaux concernant le suivi d'une intervention dans le cas de violences à l'égard des femmes.

Transposition de la politique dans d'autres contextes

Principaux pré-requis pour une intervention similaire :

- Garantir des ressources financières, techniques et humaines adéquates et compétentes.





- Favoriser la coordination institutionnelle et la coopération entre les différents échelons de gouvernement (local et central, juridique et administratif) sur les politiques et les projets liés à l'inclusion sociale sensibles au genre et à la responsabilisation des femmes.
- Développer un dialogue solide et efficace entre les responsables politiques et les bénéficiaires.

Recommandations aux villes souhaitant formuler et mettre en œuvre des politiques d'inclusion sociale :

- Développer des plans stratégiques pour intervenir dans les processus d'exclusion sociale et de marginalisation sur les plans personnel, collectif et institutionnel.
- Définir de façon réaliste les besoins et les activités à mener.
- Définir au plus près les besoins, les demandes et les intérêts des groupes défavorisés, marginalisés et exclus socialement en faisant une recherche sur le terrain et des analyses de groupes de discussion.
- Préparer et mettre en place des plans de travail concrets et applicables.
- Encourager des conditions pour la coopération et la coordination entre les institutions gouvernementales et non-gouvernementales pour une intervention efficace dans le domaine du problème visé.
- Communiquer aux groupes ciblés identifiés les objectifs, les approches et les stratégies contenus dans les politiques en toute transparence et dans tous les détails.

RÉSUMÉ

Dans le but de faciliter la réhabilitation individuelle et sociale des femmes ayant survécu au déplacement et leur intégration dans la vie urbaine sur une base d'égalité et de manière durable, la municipalité métropolitaine de Diyarbakir a mis en place un projet de blanchisseries publiques (2001) et une maison de soutien à l'éducation (en 2004). Les mécanismes structurels pour absorber et assimiler l'arrivée soudaine de personnes déplacées étant largement insuffisants, les problèmes existants en matière de pauvreté, chômage, intégration urbaine, logement, éducation, santé se sont aggravés au sein de la ville. Aussi bien les blanchisseries publiques que la maison de soutien à l'éducation sont des activités qui se fondent sur une approche holistique de ces femmes en tant qu'êtres sociaux pris dans un ensemble de relations sociales en intégrant les aspects individuels, sociaux et institutionnels de l'inclusion sociale et de la responsabilisation des femmes.

Le projet des Blanchisseries publiques gère des *blanchisseries publiques* dans trois des quartiers les plus pauvres de la municipalité. En plus de l'usage gratuit des installations de la blanchisseries par des femmes tous les jours de la semaine, et par conséquent soulageant une partie du fardeau des tâches domestiques, les *blanchisseries publiques* jouent un rôle de centres polyvalents où les femmes peuvent discuter entre elles, reçoivent des services de consultation sur tout un éventail de questions allant des troubles psychologiques, tentatives de suicide, violence à l'égard des femmes et crimes d'honneur, jusqu'aux questions liées au



chômage, à l'assistance financière, la sécurité sociale et l'aide à l'éducation. Les femmes qui utilisent les blanchisseries publiques assistent aussi à des cours d'alphabétisation, développement des compétences, santé reproductive et hygiène. De plus, elles bénéficient d'activités de sensibilisation telles que conférences, séminaires et ateliers sur la discrimination sexuelle et les droits de la femme pour promouvoir leur « conscience de genre » et leur confiance en elles pour lutter contre la discrimination et pour leurs droits individuels et sociaux.

En 2004, la municipalité de Baglar a créé le projet de la Maison du soutien à l'éducation (MSE) pour apporter une aide éducative gratuite aux enfants et aux jeunes défavorisés de l'école primaire. Dès le départ, le projet a pris en compte l'interdépendance des dimensions cognitive, psychique, sociale et culturelle de l'éducation et du développement des enfants. Des instituteurs et des formateurs bénévoles ont été recrutés dans la branche de l'enseignement du syndicat d'enseignants Egitim-Sen et de l'Association d'Étudiants de l'Université de Dicle. Le soutien éducatif direct aux étudiants en parallèle des programmes scolaires a constitué la partie la plus importante des activités de la MSE pendant les deux premières années. De plus, de multiples ateliers culturels et artistiques ont été mis en place (par exemple, musique, peinture, cinéma, photo, folklore, danse moderne, jeux d'intelligence, informatique, artisanat, littérature, droits des enfants, médias), et des activités socioculturelles ont été organisées (sorties au cinéma, concerts, pièces de théâtre, festivals et tournées) pour donner aux enfants différents moyens d'expression pour qu'ils se sentent plus libres, plus à l'aise et plus sûrs d'eux-mêmes. Ces activités ont facilité le développement de leur sensibilité culturelle et de leurs capacités artistiques. La Maison du soutien à l'éducation conçoit ses activités de sorte à encourager la participation effective des enfants à la vie familiale et sociale ; à contribuer à l'épanouissement cognitif, émotionnel et social en coopération avec tous les éléments qui constituent le milieu social des enfants (famille, rue, écoles) ; et à augmenter la sensibilisation des enfants aux droits internationalement reconnus et développer la sensibilité sociale et la responsabilité concernant les droits des enfants.

La municipalité assume les coûts de ces politiques (plus de 150 000 EUR par ans), mais elle bénéficie du soutien de bénévoles ainsi que des protocoles de coopération avec la Fondation turque pour la Santé et la Planification familiale (TAV) et la Fondation pour l'Éducation de la Mère et de l'Enfant (ACEV) pour proposer des cours d'alphabétisation sur des sujets liés à la santé reproductive et au planning familial.

Depuis sa création, DIKASUM a prêté des services à des milliers de femmes par le biais des *blanchisseries publiques*. Depuis, la MSE a apporté un soutien éducatif à plus de 4 000 étudiants parallèlement aux programmes scolaires, aux nombreux ateliers culturels et artistiques, et tout un éventail d'activités socioculturelles. En 2006, la municipalité de Baglar a construit un nouvel édifice de la MSE pour pouvoir répondre à la demande populaire et pour mener les projets dans de meilleures conditions matérielles et techniques. Le modèle MSE a inspiré 14 centres de soutien à l'éducation dans la ville et dans la région. Le projet des Blanchisseries publiques a permis de limiter le taux de suicide des femmes, a amélioré le bien-être social, a soutenu la lutte contre la pauvreté et a privilégié les personnes les plus démunies dans cette région en conflit.

Pour plus d'informations :



Commission Inclusion
Sociale, Démocratie
Participative et Droits
Humains de CGLU

Observatoire Villes Inclusives

handancoskun@hotmail.com
siyarozsoy@gmail.com.

Comité d'Inclusion sociale, de Démocratie participative et des Droits de l'homme de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU):

Tlf : + 34 93 342 87 70

<http://www.uclg.org/cisdp/>

Remerciements et crédits

Ce cas a été rédigé en 2007 par Hisyar Ozsoy, Département de sociologie de l'université de Bogazici; Handan Coşkun, Coordinateur du Centre de recherche sur les questions liées aux femmes de la municipalité de Diyarbakir; et Özlem Yasak, politiques sociales, conception des projets, recherche et gestion des financements, Municipalité de Diyarbakir Baglar, sous la supervision du professeur Cabannes, avec le soutien de Yasar Adnan Adanalı, de l'unité de planification du développement (DPU) de l'University College Londres (Royaume Uni).

Tous les cas rédigés en 2007, dont celui-ci, ont été revus par un comité de rédaction de DPU composé d'Ernesto Jose Lopez Morales, Sonia Roitman, Michelle Pletsch, Steffen Lajoie, Luisa Dornelas, Iyad Issa et Pechladda Pechpakdee.

Le texte original a été adapté au format standard de l'Observatoire de la CISDP en 2010 par la Dr. Elsa Lechner du Centre d'études sociales de l'université de Coimbra au Portugal.



United Cities and Local Governments
Cités et Gouvernements Locaux Unis
Ciudades y Gobiernos Locales Unidos



development
planning
unit

